

BE-A0525_715219_803174_FRE

Inventaire des archives de la commune
d'Oret : Dépôt 2019 (1857-1977 (1980))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	12
Organisation.....	13
Archives.....	13
Historique.....	13
Acquisition.....	15
Contenu et structure.....	16
Contenu.....	16
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	16
Finances et fiscalité.....	16
Patrimoine.....	17
Etat civil.....	17
Population.....	17
Elections.....	18
Affaires militaires.....	18
Travaux publics.....	19
Enseignement.....	19
Bienfaisance ou assistance publique.....	19
Culte.....	20
Langues et écriture des documents.....	20
Sélections et éliminations.....	20
Accroissements/compléments.....	20
Mode de classement.....	21
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
1 - 5 Registres aux délibérations. 1920-1976.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
7 - 8 Registres aux délibérations. 1919-1972.....	23
C. Correspondance générale.....	23
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	23
II. Organisation et personnel.....	25
A. Coopération intercommunale.....	25
B. Organisation et membres des organes politiques.....	25
1. Conseil communal.....	25
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	25
3. Bourgmestre.....	25
C. Équipement matériel des services.....	26
D. Personnel des services.....	26
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	26
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	26

a. Secrétaire communal.....	26
b. Garde champêtre.....	27
c. Enseignants.....	27
25 - 48 Dossiers individuels. 1944-1978.....	27
d. Personnel technique.....	28
50 - 51 Dossiers individuels. 1951-1977.....	28
III. Patrimoine.....	30
IV. Finances et fiscalité.....	31
A. Généralités.....	31
B. Comptabilité du secrétariat.....	31
1. Budgets et annexes.....	31
56 - 64 Budgets annuels. 1916-1977.....	31
2. Registres de comptabilité.....	33
420, 568 Livres-journaux de caisse. 1923-1931.....	33
3. Emprunts.....	33
4. Subventions des autorités supérieures.....	34
C. Comptabilité du receveur.....	34
1. Registres de comptabilité.....	34
68 - 78 Grands-livres annuels des recettes et des dépenses. 1915-1938,	
1953-1976.....	34
69 - 70 1919.....	34
2. Comptes et pièces justificatives.....	35
79 - 86 Comptes annuels. 1913, 1918, 1923, 1924, 1936, 1943-1976.....	35
87 - 88 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1908-1976.....	38
88, 406 1962.....	40
3. Entrée en fonction du receveur.....	41
D. Impositions et taxes.....	41
1. Généralités.....	41
2. Impôts communaux.....	41
V. État civil.....	43
VI. Population.....	44
A. Registres et mouvements de la population.....	44
588 - 595 Registres de la population. 1921-1980.....	44
589 - 590 1931-1947.....	44
592 - 593 1961-1970.....	44
594 - 595 1971-1980.....	44
596 - 600 Index des registres de la population. 1921-1980.....	44
421, 100 Registres des entrées. 1915-1948, 1971-1976.....	45
422, 601 Registres des sorties. 1948-1971.....	45
B. Recensements et autres états de la population.....	45
C. Étrangers.....	45
603 - 605 Registres des étrangers. 1929-1968.....	45
606 - 608 Registres des cartes d'identité. 1945-1977.....	46
102 - 104 Dossiers relatifs aux étrangers d'origine italienne, française et	
polonaise. 1950-1979.....	46
D. Avis et certificats de changement de domicile.....	46
VII. Élections.....	48
A. Personnes éligibles et candidats.....	48
B. Listes électorales et listes dérivées.....	48
114 - 115 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux	
et aux conseils communaux. 1965, 1971.....	48
C. Dossiers des élections.....	48
427 - 432 Dossiers relatifs aux élections communales. 1932-1970.....	48

VIII. Affaires militaires et guerres.....	50
A. Service militaire.....	50
117 - 159 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1926-1979.....	50
B. Garde civique.....	52
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	53
D. Guerres et conséquences.....	53
E. Ravitaillement.....	53
328 - 329 Registres des cartes de ravitaillement. 1951-1970.....	53
IX. Ordre et sécurité publics.....	54
A. Police.....	54
1. Fonctionnement quotidien en général.....	54
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics	
.....	54
3. Missions de police judiciaire.....	54
B. Service d'incendie.....	54
X. Santé publique.....	55
A. Immondices.....	55
B. Exécution des tâches communales.....	55
1. Lutte contre les maladies.....	55
170 - 173 Pièces relatives aux vaccinations contre la poliomyélite. 1963-	
1969.....	55
174 - 176 Pièces relatives aux vaccinations contre la variole. 1922-1973..	55
174 - 175 Registres pour l'inscription des vaccinés. 1922-1963.....	55
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la	
sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	56
3. Analyse de l'eau potable.....	56
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	56
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	56
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et	
urbanisme.....	57
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	57
1. Bâtiments communaux.....	57
2. Bâtiments scolaires.....	57
3. Bâtiments du culte.....	57
4. Cimetière.....	58
B. Travaux et inspection de la voirie.....	58
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	59
206 - 211 Dossiers relatifs aux demandes de citoyens tendant à être autorisés	
à établir des étangs avec prise d'eau et décharge au ruisseau " Ry d'Oret " ou	
des ponceaux sur ledit ruisseau. 1965-1970.....	60
D. Services d'utilité publique.....	60
1. Distribution d'eau.....	60
2. Distribution d'électricité et d'éclairage public.....	60
3. Transports en commun.....	61
E. Aménagement du territoire.....	61
1. Plans de secteur.....	61
2. Permis de bâtir.....	61
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Organisation.....	62
C. Équipement.....	62
D. Finances.....	62
E. Obligation scolaire.....	63

F. Activités scolaires spéciales.....	63
XIII. Culture et divertissements.....	64
XIV. Économie.....	65
A. Généralités.....	65
B. Agriculture et sylviculture.....	65
1. Généralités.....	65
461 - 462 Dossiers relatifs aux recensements agricoles. 1955-1969.....	65
2. Initiatives communales.....	65
3. Collaboration à des initiatives de tiers.....	65
C. Élevage.....	65
D. Commerce.....	66
XV. Affaires sociales.....	67
XVI. Tutelle sur la Commission d'assistance publique.....	68
A. Personnel.....	68
B. Finances.....	68
469 - 493 Budgets annuels. 1941-1977.....	68
494 - 519 Comptes annuels. 1941-1976.....	70
520 - 536 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1942-1948, 1959-1974, 1976-1977.....	72
C. Exécution des tâches.....	74
XVII. Relations avec la paroisse Sainte-Remfroid.....	75
A. Personnel.....	75
B. Patrimoine.....	75
C. Finances.....	75
266 - 296 Budgets annuels. 1942-1975.....	75
297 - 327 Comptes annuels. 1940-1974.....	77

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune d'Oret

Période:
1857- 1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.631

Etendue:

- Etendue inventoriée: 7.20 m
- Dernière cote d'inventaire: 614.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:
Commune d'Oret, 1857 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Oret

HISTORIQUE

Sous l'Ancien Régime, Oret dépend du comté de Namur et du bailliage de Bouvignes ¹.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Oret dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Florennes, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Oret devient une commune à part entière. Le 8 décembre 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Florennes ².

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814), du département des Ardennes dès le 18 août 1814 puis de la province de Namur à partir du 13 décembre 1815.

Oret faisait partie, à l'origine, des arrondissements administratif et judiciaire de Dinant sauf entre le 18 août 1814 et le 14 janvier 1816, période pendant laquelle il intègre l'arrondissement de Rocroi dans le département des Ardennes. Le 2 janvier 1816, Oret est transféré dans l'arrondissement administratif de Philippeville et le 14 janvier 1816 dans l'arrondissement judiciaire de Dinant. Oret relève par ailleurs du canton de milice de Florennes à partir du 10 février 1817 ³.

L'église paroissiale, dédiée à Sainte-Remfroid, a été bâtie en 1865. Il s'agit d'un grand et haut édifice qui aurait été construit " grâce aux revenus de l'activité minière locale " ⁴.

Cette activité était déjà présente depuis le moyen âge. En 1838, on relève deux mines de fer dont l'une est inactive et l'autre emploie trois ouvriers. Elles

1 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1149-1150.

2 Réunissant les sections d'Agimont, Ahérée, Biesmerée, Corenne, Flavion, Florennes, Franchimont, Gochenée, Hanzinelle, Hanzinne, Hemptinne, Morialmé, Omezée, Oret, Rosée, Saut-Aubin, Soulme, Stave, Surice, Tarcienne, Thy-le-Bauduin, Villers-le-Gambon, Vodecée, Vodelée. Voir : VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen, Louvain, 2000, vol. 1, p. 356-357.

3 VRIELINCK S., Idem.

4 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 261.

ne sont plus mentionnées en 1896 mais dès ce moment, des carrières de sable et de terres plastiques se développent. En 1961, on ne trouve plus de trace d'activités industrielles importantes ⁵.

Eugène de Seyn définit la nature du sol, ses caractéristiques et les principales activités économiques de la manière suivante : " Terrain varié ; coteaux et plaines ; sol argileux et siliceux ; minerais de fer ; sable blanc pour verreries, faïenceries ou céramiques ; terres plastiques réfractaires, kaolin ; engrais chimiques ; chicorée ; meunerie ; tannerie " ⁶. Il relève également plusieurs moulins à farine et scieries de marbre activés par les cours d'eau " L'Oret " ou " Biesme ".

Pour le reste, l'agriculture a toujours occupé une place importante dans l'économie du village. Des défrichements sont signalés vers le milieu du XIXe siècle tandis que certaines parties des terres cultivées ont été à nouveau boisées au XXe siècle ⁷.

La commune d'Oret sera durement touchée par le passage des troupes allemandes en 1914. Dernier village pris par les Allemands le lundi 24 août avant d'atteindre la route Bioul - Fraire, ils mettent le feu à 65 maisons. Le 25 août, ils fusillent deux hommes près de la chapelle Saint-Hubert ⁸.

D'un point de vue démographique, on constate une augmentation progressive de la population jusqu'au début du XXe siècle (280 habitants en 1815, 520 en 1840, 645 en 1890). Par la suite, le chiffre de la population se tasse et décroît progressivement (571 habitants en 1938, 544 en 1973) ⁹. Au 31 décembre 1973, la commune, qui s'étend sur environ 569 hectares, compte 544 habitants et deux hameaux, à savoir Oret Mont et le quartier des Minières ¹⁰. L'altitude mesurée est de 232 mètres d'altitude à l'école communale des filles ¹¹.

En prévision de la fusion des communes voulue par le ministre de l'Intérieur Joseph Michel, les communes de Morialmé, Hanzinelle, Hanzinne, Oret et Thy-le-Bauduin avaient proposé, à titre volontaire, la création d'une nouvelle commune dont le centre serait Morialmé.

En septembre 1974, le projet global de fusion est transmis aux conseils communaux de la province de Namur. Ce projet prévoit, en ce qui concerne Oret, une fusion avec Florennes ainsi qu'avec les communes de Biesmerée, Hanzinelle, Hanzinne, Hemptinne, Morialmé, Saint-Aubin, Stave et Thy-le-Bauduin. Appelés à se prononcer sur le projet par voie de sondage d'opinion, les habitants d'Oret se déclarent favorables à 60 % à une petite fusion avec Oret, Morialmé, Hanzinne, Hanzinelle et Thy-le-Bauduin, tandis que 28 % souhaitent être rattachés à Florennes, chef-lieu de canton, et 12 % à Mettet. Éclairés par ce sondage, les responsables communaux adoptent, le 9 décembre 1974, la résolution suivante : " À l'unanimité, regrette que les autorités compétentes ne retiennent pas la fusion proposée avec Morialmé et les communes de l'intercommunale des eaux de l'Oret suivant décision du conseil

5 HASQUIN H., Idem.

6 DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, s.d., p. 1028.

7 HASQUIN H., Idem.

8 DE SEYN E., Idem.

9 Idem.

10 ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, Archives de Joseph Michel, n° 248 (numérotation provisoire).

11 DE SEYN E., Idem.

du 16 novembre 1972 ; ne s'oppose pas à ce que la commune d'Oret fasse partie de la fusion proposée par le plan de Monsieur le ministre de l'Intérieur ayant comme commune pilote Florennes ". En outre, le conseil sollicite le rattachement de tous les bois qui sont la propriété de la commune d'Oret mais situés sur le territoire de la commune de Biesme et des trois premières maisons de la rue du Trinoy (Mettet) et le rattachement, et la rectification des limites communales suivant le tracé de la route n° 107 Florennes - Oret. Du côté de Mettet, le 26 novembre 1974, le Conseil communal accepte à l'unanimité le projet de fusion proposé par le " Plan Michel ", à savoir le regroupement des communes de Mettet, Biesme, Denée, Ermeton-sur-Biert, Furnaux, Graux, Saint-Gérard et Sosoye. Toutefois, elle émet le vœu " de voir s'adjoindre à la nouvelle entité de Mettet d'autres communes avoisinantes, telles Biesmerée, Oret et Stave ; pour les motifs : que les mentalités de ces communes se rapprochent plus de celle de Mettet et sont toutes trois desservies par le bureau de poste de Mettet [...] que Oret, commune attenante aux bruyères et Bois du Fayé de Biesme est complètement enclavée entre Mettet et Biesme ".

Un ensemble d'éléments supplémentaires en faveur d'une fusion avec Mettet est avancé par l'ancien bourgmestre de Mettet, Jean Liénard, le 12 février 1975. Il avance que la commune d'Oret est presque complètement entourée par les communes de Mettet et Biesme ; que les routes vicinales et agricoles se trouvant à la périphérie d'Oret ont été réhabilitées par la commune de Mettet, que la population ouvrière d'Oret se trouve plus proche du parc industriel de Mettet que la plupart des ouvriers de Mettet ; que d'un point de vue économique les gisements de sable très riches en kaolin présents dans les deux communes devraient être regroupés sur une seule commune ; que " Les propriétés boisées de la commune d'Oret se trouvant actuellement sur le territoire de Biesme avec qui il a été uni pendant plusieurs siècles. De même que la commune d'Oret est co-proprétaire avec Biesme, Gougnyes (Hainaut) et Sart-Eustache de carrières de pierres sises et exploitées sur le territoire de Biesme. Ces quatre communes formaient autrefois le Ban de Biesme. C'est une fusion qui a été détruite " et enfin que les communications en transports en commun sont deux fois plus rapides pour Mettet que pour Florennes. Jean Liénard propose également le regroupement de Sart-Eustache dans le Grand-Mettet.

Dans son rapport, non daté, le commissaire d'arrondissement de Philippeville préconise de faire droit aux demandes du Conseil communal d'Oret. Une commune regroupant Morialmé, Hanzinelle, Hanzinne, Oret et Thy-le-Bauduin a sa préférence : " Une telle commune est parfaitement viable puisqu'elle comprendrait plus de 4000 habitants et que la population peut s'accroître rapidement (proximité de l'agglomération de Charleroi) ". Il marque également son approbation pour la rectification des limites de la commune avec ses voisines.

Quant au commissaire d'arrondissement de Namur, il est défavorable à la demande de la commune de Mettet de lui adjoindre les communes de Biesmerée, Oret et Stave pour la raison que cela provoquerait un transfert de territoire entre arrondissements ¹².

Cependant, le 1er janvier 1977, la commune d'Oret est fusionnée avec les communes de Biesme, Biesmerée, Ermeton-sur-Biert, Furnaux, Graux, Mettet, Saint-Gérard et Stave pour former l'actuelle commune de Mettet.

La fusion forme une entité de 9.736 habitants pour 11.940 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Le regroupement vise, à la fois, à : soutenir Mettet dans son expansion et la poursuite de sa vocation touristique ; inclure dans un même territoire le circuit sportif et ses installations ; concrétiser une communauté de fait en unissant des populations ayant un même genre de vie, mêmes aspirations, déjà liées par des relations nombreuses dans divers domaines (enseignement, délassements, commerce, artisans, services publics, soins sanitaires, etc.) " ¹³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des Conseils communaux élus

provisoire).

13 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

14 Pasinomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette dispositions reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes d'Oret et de Mettet constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Un rapport d'inspection du 18 septembre 1969 expose l'extrême pauvreté des archives de la commune suite à l'incendie de la maison communale en 1914 : " Les archives antérieures à 1914 ont toutes disparu dans la destruction du village, en août 1914 ; les registres de l'état civil ont été reconstitués jusqu'en 1792 par des copies authentiques tirées de la série conservée au greffe du tribunal de première instance [de Namur]. On y retrouve les registres aux délibérations du Conseil communal et du collège échevinal depuis 1920, les comptes et budgets communaux de la même époque, les dossiers administratifs contemporains, les registres de la population depuis 1920 avec lacunes, certains ayant été subtilisés par les résistants au cours de la dernière guerre " ¹⁵.

Une deuxième inspection est effectuée le 14 janvier 1977 à Mettet où les archives devaient être rassemblées. Le rapport indique que les documents historiques seront déposés aux Archives de l'État tandis que le reste fera l'objet d'un classement par une firme spécialisée.

Une lettre de l'Administrateur-délégué de la société Recherches historiques, Diffusion de Centre - Sambre - Meuse, Jean Ducat, datée du 22 novembre 1982 et adressée à l'Archiviste général du Royaume, indique un projet de classement des archives de la commune de Mettet. La réponse à la lettre demande à ce que les archives antérieures à 1920 soient classées suivant le cadre de classement en vigueur aux Archives de l'État. On apprend par une lettre du Collège communal datée du 9 décembre 1991, en réponse à une inspection du 22 octobre 1991, qu'un inventaire par ancienne commune des archives antérieures à 1920 a été réalisé. Cependant, les archives de la commune d'Oret n'ont pas été inventoriées.

Dans une lettre de M. Barbier datée de 1998, nous lisons que les portes du Centre de documentation créé par l'abbé Jean Ducat à Biesme ont été fermées en 1994. Les archives postérieures à 1900 sont entreposées à la cave en proie aux inondations.

En 2006, les archives sont rapatriées à l'hôtel de ville de Mettet, en partie sur des rayonnages mais également le long de murs extérieurs, à même le sol. Les conditions de conservation y sont mauvaises (humidité et absence de conditionnement) et des documents, irrécupérables, ont dû être détruits.

Le 29 janvier 2015, le Conseil communal de Mettet a approuvé la convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur, pour 30 ans, des archives inventoriées par l'abbé Ducat et son équipe. Il restait à trouver une solution pour les archives anciennes non triées ni inventoriées.

La commune a signé, en date du 26 mars 2015 ¹⁶, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

Entre 2017 et 2019, des employés communaux ont retrouvé différents " nids "

15 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Oret ".

16 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Mettet ".

d'archives des anciennes communes, notamment dans la salle communale de Biesme, à l'Abbaye de Brogne ou encore dans les locaux de l'ancien service des travaux de la commune. En vue de leur traitement, un avenant à la convention susmentionnée est approuvé par délibération du Conseil communal le 21 décembre 2017 ¹⁷.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Mettet aux Archives de l'État à Namur le 19 mars 2015. Ce dépôt a été inscrit au registre des acquisitions sous le n° 2015/9. Les dépôts complémentaires effectués entre 2017 et 2019 ont été inscrits au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 4 juillet 2019 sous le n° 2019/19.

17 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans le présent inventaire, regroupant les différents dépôts effectués entre 2015 et 2019, ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Oret entre 1857 et 1977 (1980). Comme mentionné ci-dessus, peu de documents antérieurs à l'incendie d'août 1914 nous sont parvenus. Quelques dossiers, entamés avant la fusion des communes, ont été continués après le 1er janvier 1977. Il s'agit notamment de dossiers du personnel (n° 30 et 48), de dossiers relatifs aux étrangers (n° 104), de dossiers relatifs aux levées de milice (n° 158-159), de dossiers relatifs aux établissements dangereux (n° 439) et de registres de la population entamés en 1971 et continués jusqu'en 1980 (n° 594-595).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des

finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres

servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats

miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Ce dernier document est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie¹⁸. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par le maintien d'une utilité administrative et

18 <http://geoportail.wallonie.be>.

d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁹. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²⁰. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

19 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

20 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1920-1976. 7 mars 1920 - 3 janvier 1931.	1 volume
2	17 janvier 1931 - 5 avril 1945.	1 volume
3	5 avril 1945 - 22 janvier 1947.	1 volume
4	16 janvier 1947 - 23 février 1964.	1 volume
5	23 février 1964 - 7 octobre 1976.	1 volume
6	Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1965-1968, 1970-1971.	1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

7	7 - 8 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1919-1972. 29 mai 1919 - 8 octobre 1946.	1 volume
---	17 janvier 1947 - 10 décembre 1957.	
8	10 décembre 1957 - 28 juillet 1972.	1 volume

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

331	Correspondance générale entrante et sortante. 1915-1975.	1 liasse
-----	--	----------

D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

332	Dossier relatif aux contentieux dans lesquels la commune est	
-----	--	--

engagée. 1953-1956.

1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 9 Rapport partiel relatif à la fonction du secrétaire communal de Biesme comme secrétaire de l'assemblée du Conseil spécial des biens indivis. [2e quart XIXe siècle]. 1 pièce
- 10 Dossier relatif à la participation communale dans la Société coopérative Association intercommunale des Eaux de l'Oret à Morialmé. 1951-1976. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 333 Dossier relatif aux nominations et aux prestations de serment des membres. 1952-1959. 1 chemise
- 11 Dossier relatif à la vérification des pouvoirs, la prestation de serment et l'installation comme conseiller communal d'Octave Masson, en remplacement de Germain Barbier. 1963. 1 chemise
- 12 Dossier relatif à la démission d'Arthur Debehogne en qualité de conseiller communal, à la nomination de Jean-Pierre Mathieu pour le remplacer et à la désignation de Louis Henry comme conseiller communal intérimaire durant le service militaire de Jean-Pierre Mathieu. 1972. 1 chemise
- 13 Dossier relatif à la démission de Nestor Duchâteau en qualité de conseiller communal et d'échevin et à la nomination de Louis Henry pour le remplacer. 1974. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 14 Dossier relatif à la fixation du traitement du bourgmestre et des échevins. 1966-1973. 1 chemise

3. BOURGMESTRE

- 334 Acte de prestation de serment de Narcisse Henry. 1958.

1 pièce

- 15 Dossier relatif à l'octroi d'une pension de survie à Marie Burteau, veuve de l'ancien bourgmestre Narcisse Henry. 1965-1973.
1 chemise

- 16 Acte relatif à la prestation de serment d'Ernest Mathieu. 1971.
1 pièce

C. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

- 17 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'achat d'un duplicateur en commun avec la commune d'Hanzinelle. 10 juillet 1968.
1 pièce

D. PERSONNEL DES SERVICES

- 18 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÉGLEMENTS
Dossier relatif à la fixation du traitement des agents communaux et à l'octroi d'indemnités spéciales. 1945-1973.
1 chemise

- 19 Dossier relatif au traitement de Marc Mathieu, secrétaire communal. 1946-1973.
1 liasse

- 20 Dossier relatif au traitement du garde champêtre Victor Bernard. 1948-1976.
1 liasse

- 21 Dossier relatif aux suppléments de traitement accordés au personnel enseignant. 1954-1959.
1 liasse

- 22 Dossier relatif au statut pécuniaire des agents communaux. 1962-1972.
1 liasse

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

A. SECRÉTAIRE COMMUNAL

- 23 Dossier personnel de Marc Mathieu. 1946-1972.
1 chemise

B. GARDE CHAMPÊTRE

- 24 Dossier relatif à l'octroi d'une pension de survie à Marie-Thérèse Rousseau, veuve de l'ancien garde champêtre Victor Bernard. 1974-1976. 1 chemise

C. ENSEIGNANTS

- 335 25 - 48 Dossiers individuels. 1944-1978. Ernest Mahieux. 1944. 1 pièce
- 25 Octavie Delvaux. 1944-1976. 1 chemise
- 26 Mlle Remy. 1949. 1 pièce
- 27 Armande Chauvier-Malevé. 1950. 1 chemise
- 28 Marie Dierickx. 1955. 2 pièces
- 29 Fernande Mathieu-Degand. 1955-1975. 1 chemise
- 30 Hortense Paris-Binon. 1955-1978. 1 chemise
- 31 Rémy Hilaire. 1956. 2 pièces
- 32 Michel Grosbois. 1956-1957. 1 chemise
- 33 Christiane Mathieux. 1957-1961. 1 chemise
- 34 Irène Palate-Morimont. 1961-1972. 1 chemise
- 35 Marie-Louise Mahieux-Baily. 1961-1972. 1 chemise
- 36 Irène Morimont. 1963.

		1 chemise
37	Marie Bioul-Guyaux. 1963-1966.	1 chemise
38	Jules Maroit. 1964-1967.	1 chemise
39	Julia Leclercq-Zerghe. 1964-1969.	1 chemise
40	Claudine Paquet. 1965-1977.	1 chemise
41	Josette Dropsy. 1966-1975.	1 chemise
42	Guy Vigneron. 1967-1968.	1 chemise
43	Louis Mathot. 1969.	1 chemise
44	Marie-Flore Ruth. 1969.	1 chemise
45	Chantal Sommeryns. 1972-1976.	1 chemise
46	Jacqueline Hallet-Richel. 1975.	1 chemise
47	Joseph Pascal. 1975.	1 chemise
48	Cécile Lepage-Baetmans. 1975-1978.	1 chemise
49	Avis rendu par le Collège échevinal relatif à l'offre de nomination définitive d'un instituteur et d'une institutrice primaire. 1969.	1 pièce
<i>D. PERSONNEL TECHNIQUE</i>		
50	50 - 51 Dossiers individuels. 1951-1977. Céline Coucharière, nettoyeuse communale. 1951-1975.	1 chemise

51 Arthur Debehogne, ouvrier de voirie. 1972-1977.

1 chemise

III. PATRIMOINE

- 52 État des frais et honoraires dus au notaire Thibaut, à Florennes, pour avoir procédé à la vente de futaie. 1919. 1 pièce
- 582 Registre des ventes de bois. 1945-1976. 1 volume
- 451 Dossier relatif aux travaux forestiers. 1947-1975. 1 chemise
- 336 Promesse de vente à la commune d'une parcelle de 20 ares au lieudit " Al couture " dans la pâture cadastrée section B, n° 129I par René Didion. 1951. 1 pièce
- 337 Dossier relatif aux acquisitions de terrains. 1951. 1 chemise
- 53 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1954-1972. 1 chemise
- 450 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux travaux d'amélioration des bois communaux. 19 avril 1955. 1 pièce
- 338 Dossier relatif aux coupes de bois. 1955-1977. 1 chemise
- 339 Dossier relatif à la désaffectation et à la mise en location de l'habitation de l'instituteur. 1966. 1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 54** Comptes rendus des opérations et de la situation à la Caisse générale d'épargne et de retraite (CGER). 1868-1889. 1 liasse
- 55** Comptes rendus des opérations et de la situation de la société du Crédit communal, rapport du Conseil d'administration et rapport sur la commission chargée d'étudier toutes les questions se rattachant à la conversion éventuelle des emprunts émis par cette société. 1883-1902. 1 liasse

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 340** *56 - 64 BUDGETS ANNUELS. 1916-1977.*
1916. 1 cahier
- 341** 1918. 1 cahier
- 342** 1921. 1 cahier
- 539** 1931. 1 cahier
- 343** 1936. 1 cahier
- 344** 1938. 1 cahier
- 345** 1944-1945. 1 cahier
- 346** 1950. 1 cahier
- 347** 1951. 1 cahier

348	1952.	1 cahier
349	1953.	1 cahier
350	1954.	1 cahier
351	1955.	1 cahier
540	1956.	1 cahier
541	1958.	1 cahier
542	1959.	1 cahier
543	1960.	1 cahier
352	1961.	1 cahier
353	1962.	1 cahier
56	1963.	1 cahier
354	1964.	1 cahier
355	1965.	1 cahier
356	1966.	1 cahier
357	1967.	1 cahier
358	1968.	1 cahier
359	1969.	

		1 cahier
57	1970.	1 cahier
58	1971.	1 cahier
59	1972.	1 cahier
60	1973.	1 cahier
61	1974.	1 cahier
62	1975.	1 cahier
63	1976.	1 cahier
64	1977.	1 cahier
	2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ	
420	<i>420, 568 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1923-1931. 1923-1926.</i>	1 cahier
568	1931.	1 cahier
65	Grands-livres annuels des recettes et des dépenses. 1972-1975.	1 liasse
	3. EMPRUNTS	
583	Registre des emprunts. 1950-1963.	1 volume
584	Dossier relatif aux emprunts contractés auprès du Crédit communal de Belgique. 1951-1962.	1 chemise

66	4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif à la répartition du Fonds des communes par rapport à la superficie des voiries. 1951-1976.	1 liasse
<i>C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
<i>68 - 78 GRANDS-LIVRES ANNUELS DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1915-1938, 1953-1976.</i>		
360	1915.	2 volumes
68	1916.	2 volumes
544	1918.	2 volumes
69	69 - 70 1919 Recettes.	1 volume
70	Dépenses.	1 volume
361	1923.	2 volumes
362	1924.	2 volumes
363	1936.	2 volumes
364	1938.	2 volumes
71	1953-1960.	1 volume
72	1961-1964.	1 volume

73	1965-1968.	1 volume
74	1968-1970.	1 cahier
75	1971.	1 chemise
76	1972.	1 chemise
585	1973.	1 chemise
586	1974.	1 chemise
77	1975.	2 cahiers
78	1976.	2 cahiers
67	Grand-livre de trésorerie. 1953-1970.	1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

	<i>79 - 86 COMPTES ANNUELS. 1913, 1918, 1923, 1924, 1936, 1943-1976.</i>	
79	1913.	1 cahier
365	1918.	1 cahier
545	1923.	1 cahier
366	1924.	1 cahier
367	1936.	1 cahier
546	1943.	

		1 cahier
547	1944.	1 cahier
548	1945.	1 cahier
549	1946.	1 cahier
550	1947.	1 cahier
551	1948.	1 cahier
552	1949.	1 cahier
553	1950.	1 cahier
554	1951.	1 cahier
368	1952.	1 cahier
369	1953.	1 cahier
370	1954.	1 cahier
371	1955.	1 cahier
555	1956.	1 cahier
556	1957.	1 cahier
557	1958.	1 cahier
558	1959.	1 cahier

559	1960.	1 cahier
560	1961.	1 cahier
561	1962.	1 cahier
562	1963.	1 cahier
563	1964.	1 cahier
372	1965.	1 cahier
373	1966.	1 cahier
374	1967.	1 cahier
375	1968.	1 cahier
376	1969.	1 cahier
80	1970.	1 cahier
81	1971.	1 cahier
82	1972.	1 cahier
83	1973.	1 cahier
84	1974.	1 cahier
85	1975.	1 cahier

86	1976.	1 cahier
564	87 - 88 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1908-1976. 1908.	1 pièce
377	1915-1918.	1 chemise
378	1923.	1 chemise
379	1926.	1 chemise
380	1927.	1 liasse
565	1929.	1 liasse
381	1930.	1 liasse
382	1932.	1 liasse
383	1933.	1 chemise
384	1934.	1 chemise
385	1935.	1 liasse
386	1936.	1 liasse
387	1937.	1 liasse
388	1938.	1 liasse

389	1939.	1 liasse
390	1941.	1 liasse
566	1943.	1 liasse
391	1944.	1 liasse
392	1945.	1 chemise
393	1946.	1 liasse
394	1947.	1 liasse
395	1948.	1 liasse
396	1949.	1 liasse
397	1950.	1 liasse
398	1951.	1 chemise
399	1952.	1 chemise
400	1953.	1 chemise
401	1954.	1 chemise
87	1955.	1 chemise
402	1956.	1 liasse
567	1958.	

		1 chemise
403	1959.	1 chemise
404	1960.	1 chemise
405	1961.	1 chemise
88	88, 406 1962 1re partie.	1 chemise
406	2e partie.	1 liasse
407	1963.	1 chemise
408	1965.	1 chemise
409	1966.	1 chemise
410	1967.	1 chemise
411	1968.	1 liasse
412	1969.	1 chemise
413	1971.	1 liasse
414	1972.	1 chemise
415	1973.	1 chemise
416	1974.	1 liasse

-
- 417 1975. 1 chemise
- 418 1976. 1 liasse
- 419 Comptes des biens indivis des communes de Biesme, Oret, Sart-Eustache et Gougnies. 1952-1955. 1 chemise
- 89 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
Compte de clerc à maître rendu par Jules Bodart à Charles Laventurier. 1920. 1 cahier
- D. IMPOSITIONS ET TAXES*
- 90 1. GÉNÉRALITÉS
Dossier relatif à la nomination d'un membre à la Commission locale de péréquation des revenus cadastraux. 1955. 1 chemise
- 91 Dossier relatif à la désignation d'un délégué auprès de la Commission fiscale de Florennes. 1966-1972. 1 chemise
- 92 Lettre du géomètre-expert du cadastre Beaulier relative à la parcelle cadastrée section A, n° 243b, devant servir de type au cours des opérations de la péréquation générale des revenus cadastraux prescrite par la loi du 14 juillet 1955. [3e tiers XXe siècle]. 1 pièce
- 93 2. IMPÔTS COMMUNAUX
Rôle de la taxe communale sur le bétail. 1920. 1 cahier
- 94 Registre aux poursuites en matière d'impôt et pièces afférentes. 1944-1953. 1 chemise
- 95 Dossier relatif à un projet de taxe sur le renouvellement des droits d'expertise sur les viandes de boucherie. 1962. 1 pièce

- 96 Dossier relatif aux impôts sur les revenus et les taxes assimilées.
1966-1969. 1 chemise
- 587 Dossier relatif à la taxe sur l'enlèvement des immondices. 1969-
1974. 1 chemise
- 97 Dossier relatif à l'approbation par l'autorité de tutelle des taxes
additionnelles aux impôts de l'État et de diverses taxes. 1971-
1976. 1 chemise

- 424** V. ÉTAT CIVIL
Extrait du registre aux actes de mariage relatif à l'union d'A.T. et
d'É.H. 1962. 1 pièce
- 98** Permis d'inhumation. 1967-1976. 1 cahier
- 99** Dossier relatif aux renouvellements de concessions de sépulture au
cimetière. 1972-1975. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

588	588 - 595 REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1980. 1921-1930.	1 volume
589	589 - 590 1931-1947. Volume 1.	1 volume
590	Volume 2.	1 volume
591	1948-1960.	1 volume
592	592 - 593 1961-1970. Volume 1.	1 volume
593	Volume 2.	1 volume
594	594 - 595 1971-1980. Volume 1.	1 volume
595	Volume 2.	1 volume
596	596 - 600 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1980. 1921-1930.	1 volume
597	1931-1947.	1 volume
598	1948-1960.	1 volume
599	1961-1970.	1 volume

		1 volume
600	1971-1980.	1 volume
421	421, 100 REGISTRES DES ENTRÉES. 1915-1948, 1971-1976. 1915-1948.	1 volume
100	1971-1976.	1 volume
422	422, 601 REGISTRES DES SORTIES. 1948-1971. 1948-1962.	1 volume
601	1962-1971.	1 volume
602	Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1971-1976.	1 cahier
423	<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Dossier relatif aux recensements de la population. 1947-1972.	1 liasse
	<i>C. ÉTRANGERS</i>	
603	603 - 605 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1929-1968. 1929-1941.	1 volume
604	1948-1950.	1 volume
605	1951-1961.	1 volume
105	1955-1968.	1 volume

606	606 - 608 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1945-1977. 1945-1962.	1 cahier
607	1962-1966.	1 volume
608	1966-1977.	1 volume
101	Dossier relatif à l'occupation des travailleurs étrangers. 1946-1968.	1 liasse
102	102 - 104 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTRANGERS D'ORIGINE ITALIENNE, FRANÇAISE ET POLONAISE. 1950-1979. 1950-1959.	1 liasse
103	1960-1969.	1 liasse
104	1971-1979.	1 liasse
609	Registre de contrôle des certificats d'inscription. 1966.	1 volume
106	<i>D. AVIS ET CERTIFICATS DE CHANGEMENT DE DOMICILE</i> Déclaration de changement de domicile de la famille Berlier- Dinsart. 1857.	1 pièce
107	Certificat de résidence de Joseph Coppée. 1913.	1 pièce
108	Avis de changement de résidence d'Henri Migeot. 1917.	1 pièce
109	Certificat de résidence et d'indigence de Léa Duculot. 1918.	1 pièce
110	Avis du juge d'instruction Poret du Tribunal civil de première instance de Rennes à propos d'Auguste Édouard, enfant belge vagabond. 1919.	1 pièce

VII. ÉLECTIONS

A. PERSONNES ÉLIGIBLES ET CANDIDATS

112 Listes des personnes éligibles au Sénat. 1894-1905. 1 chemise

113 Listes préparatoires ou provisoires des personnes éligibles au Sénat. 1894-1915. 1 chemise

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

426 Procès-verbal du tirage au sort pour la formation de la liste des jurés. 1960. 1 pièce

114 - 115 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1965, 1971.

114 Élections du 1er mai 1966. 1965. 1 cahier

115 Élections du 1er mai 1972. 1971. 1 cahier

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

569 Procès-verbal de l'élection provinciale du 9 juin 1929. 1929. 1 cahier

427 - 432 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1932-1970.

427 9 octobre 1932. 1 cahier

428 16 octobre 1938. 1 cahier

429 24 novembre 1946. 1 cahier

430 12 octobre 1952. 1 cahier

431 12 octobre 1958.

		1 cahier
116	11 octobre 1964.	1 chemise
432	11 octobre 1970.	1 chemise
425	Liste des candidats aux élections communales du 11 octobre 1970. 1970.	1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

117 - 159 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1926-1979.
1926.

117		1 chemise
118	1931.	1 chemise
119	1934.	1 chemise
120	1935.	1 chemise
121	1940.	1 chemise
122	1941.	1 chemise
123	1942.	1 chemise
124	1943.	1 chemise
125	1944.	1 chemise
126	1945.	1 chemise
127	1946.	1 chemise
128	1948.	1 chemise
129	1949.	1 chemise
130	1950.	1 chemise

131	1951.	1 chemise
132	1952.	1 chemise
133	1953.	1 chemise
134	1954.	1 chemise
135	1955.	1 chemise
136	1956.	1 chemise
137	1957.	1 chemise
138	1958.	1 chemise
139	1959.	1 chemise
140	1960.	1 chemise
141	1961.	1 chemise
142	1962.	1 chemise
143	1963.	1 chemise
144	1964.	1 chemise
145	1965.	1 chemise
146	1966.	1 chemise
147	1967.	

		1 chemise
148	1968.	1 chemise
149	1969.	1 chemise
150	1970.	1 chemise
151	1971.	1 chemise
152	1972.	1 chemise
153	1973.	1 chemise
154	1974.	1 chemise
155	1975.	1 chemise
156	1976.	1 chemise
157	1977.	1 chemise
158	1978.	1 chemise
159	1979.	1 chemise
160	Lettres de la Direction générale des Affaires nationales du Ministère de l'Intérieur relatives aux indemnités de milice. 1972.	2 pièces
161	<i>B. GARDE CIVIQUE</i> Registres d'inscription des personnes formant la classe de la garde civique. 1884-1889.	1 chemise

*C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*

- 433 Dossier relatif aux rémunérations des militaires. 1919-1920.
1 chemise
- 434 Dossier relatif aux réquisitions. 1919-1950.
1 chemise
- 162 Dossier relatif au contrôle des pigeons. 1950-1976.
1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 163 Factures et reçus relatifs à la fourniture de sucre scié et de sirop
par le Kreisverteilungsstelle bei dem Zivilkommissar à Givet. 1917-
1918.
1 chemise
- 164 Circulaires des autorités allemandes. 1915-1916.
1 chemise
- 435 Dossier relatif aux pensions de la guerre. 1960-1961.
1 chemise
- 165 Lettre d'invitation aux cérémonies patriotiques du 11 novembre
1975. 4 novembre 1975.
1 pièce

E. RAVITAILLEMENT

- 436 Bordereau de timbres de ravitaillement. 1940.
1 pièce
- 328 328 - 329 REGISTRES DES CARTES DE RAVITAILLEMENT. 1951-1970.
1951-1962.
1 volume
- 329 1963-1970.
1 volume
- 330 Inventaires périodiques des cartes de rationnement-ravitaillement.
1952-1970.
1 liasse

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN EN GÉNÉRAL

- 437 Avis de recherche relatif aux auteurs du meurtre d'un chauffeur de taxi à Aywaille. 29 novembre 1967. 1 pièce

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 166 Dossier relatif à l'organisation de courses cyclistes. 1965-1967. 1 chemise
- 438 Lettre d'autorisation accordée à Maurice Graulis relative à l'installation d'une caravane au lieudit " Noir chien ". 1976. 2 pièces
- 467 Autorisation accordée à Odette Clamot d'installer une terrasse à son café. 1976. 1 pièce

3. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 440 Dossier relatif aux condamnations judiciaires. 1920-1970. 1 chemise

B. SERVICE D'INCENDIE

- 167 Prospectus relatifs au matériel d'incendie et lettre du Haut-Commissariat royal pour Liège, Luxembourg et Namur à propos de l'achat de ce type de matériel. 1920. 3 pièces
- 168 Dossier relatif à l'affiliation au Service régional d'incendie de Florennes. 1959-1970. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. IMMONDICES

- 169** Dossier relatif à l'organisation de la collecte des immondices. 1967-1975.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 441** Dossier relatif aux vaccinations. 1922-1949.
1 chemise

170 - 173 PIÈCES RELATIVES AUX VACCINATIONS CONTRE LA POLIOMYÉLITE. 1963-1969.

- 170** Listes des personnes vaccinées. 1963.
1 chemise

- 171** Statistiques par groupe d'âge. 1963.
1 chemise

- 172** Certificat de vaccination. 1968.
1 chemise

- 173** Correspondance. 1968-1969.
1 chemise

174 - 176 PIÈCES RELATIVES AUX VACCINATIONS CONTRE LA VARIOLE. 1922-1973.

- 174** 174 - 175 Registres pour l'inscription des vaccinés. 1922-1963.
1922-1938.
1 cahier

- 175** 1947-1963.
1 cahier

- 176** Correspondance. 1967-1973.
1 chemise

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

- 442** Dossier relatif à l'éradication des varrons pour lutter contre l'hypodermose bovine. 1955-1956.
1 chemise
- 177** Registre d'abattage des animaux. 1962-1965.
1 cahier
- 178** Dossier relatif à la destruction des rats musqués. 1970.
1 chemise
- ## 3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE
- 179** Dossier relatif à l'éventuelle pollution des eaux de captage par les eaux usées de Corroy (hameau de Mettet). 1972.
1 chemise
- ## 4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
- 180** Dossier relatif à la lutte contre les taudis. 1962-1970.
1 chemise
- ## 5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES
- 439** Dossiers relatifs aux autorisations d'établissements dangereux. 1946-1978.
1 liasse
- 181** Dossier relatif à l'établissement d'un silo provisoire de pulpes de betteraves par M. Dierickx. 1969.
1 chemise
- 182** Dossier relatif à l'enquête de " commodo et incommodo " en vue de la réouverture d'une carrière à ciel ouvert de sable kaolinique par la SA Établissements Delbar-Bex. 1974-1976.
1 chemise
- 183** Dossier relatif à l'autorisation accordée par la Députation permanente à la SA Établissement Delbar-Bex pour exploiter une carrière à ciel ouvert de sable kaolinique avec diverses dépendances. 1976.
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS COMMUNAUX

- 443 Plan des travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux. 1963. 1 pièce
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 184 Lettre du Haut-Commissaire royal pour Liège, Namur et Luxembourg invitant les communes à désigner l'architecte ou les architectes qui auront à dresser les plans des écoles communales et à lever d'urgence le plan terrier des constructions anciennes et des terrains avoisinants. 1919. 1 pièce
- 444 Plan de réalisation d'une classe. 12 août 1931. 1 pièce
- 445 Dossier relatif aux travaux de création d'une classe gardienne. 1931. 1 chemise
- 446 Affiche relative aux travaux de renouvellement des sanitaires. 1962. 1 pièce
- 570 Dossier relatif aux travaux d'aménagement du chauffage central. 1969. 1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE
- 185 Dossier relatif aux travaux de réparation à faire en vue de préserver les murs de l'église de l'humidité. 1870. 1 chemise
- 186 Déclaration de créance relative à l'entretien de l'horloge de l'église durant l'année 1918. 1919. 1 pièce
- 447 Dossier relatif aux travaux de réparation du mur de soutènement du parvis. 1954.

-
- 1 chemise
- 448** Dossier relatif aux travaux de restauration de la toiture. 1954-1957.
1 chemise
- 187** Dossier relatif aux travaux de réparation des dégâts suite aux tempêtes de 1965 et 1969. 1965-1969.
1 chemise
- 188** Extrait d'un rapport du chanoine André Lanotte, secrétaire de la Commission diocésaine d'Art sacré, sur les améliorations à apporter à l'église. 1966.
1 pièce
- 189** Dossier relatif à l'installation d'un chauffage à air propulsé. 1966.
1 chemise
- 190** Dossier relatif à l'électrification d'une cloche et à la réfection de l'installation électrique. 1966-1969.
1 chemise
- 191** Dossier relatif à la remise en état de la peinture et des vitraux. 1966-1971.
1 chemise
- 192** 4. CIMETIÈRE
Plan dressé dans le cadre du projet d'aménagement. 1952.
2 pièces
- 449** Décompte final relatif aux travaux d'aménagement du nouveau cimetière. 1956.
1 pièce
- 193** *B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE*
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'augmentation du rôle de prestation pour l'entretien de la voirie vicinale. 1891.
1 pièce
- 194** Affiche annonçant l'adjudication de travaux de voirie et d'hygiène à exécuter aux abords de l'église. 1908.
1 pièce
- 195** Relevé des ouvriers travaillant au curage des boues sur la route de Fraire à Rouillon. 1918.

1 pièce

- 196 Circulaire du gouverneur de la province relative aux mesures d'amélioration de la signalisation routière sur la voirie communale. 27 octobre 1965. 1 pièce
- 197 Correspondance entre la commune, le commissaire voyer et les Ponts et Chaussées relative aux demandes de particuliers et notamment d'autorisation de voirie. 1965-1969. 1 chemise
- 198 Circulaire du gouverneur de la province relative aux mesures de sécurité à prendre lors d'intempéries hivernales. 1969. 1 pièce
- 199 Dossier relatif à l'élaboration des plans des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau. 1969. 1 chemise
- 200 Dossier relatif à la réparation d'un dalot au chemin n° 10 et à la construction de canalisations. 1972-1976. 1 liasse
- 201 Dossier relatif aux travaux d'élargissement du chemin de grande communication n° 91. 1975. 1 chemise
- 202 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin des Minières. 1975-1977. 1 liasse
- 203 Dossier relatif à l'entretien des chemins communaux n° 8 et 21 et de la place communale. 1975-1977. 1 liasse
- 204 Dossier relatif au réenduisage du chemin de grande communication n° 107 et des chemins ordinaires n° 8, 14 et 18. 1975-1977. 1 chemise
- 610 *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
Atlas des cours d'eau. 1883. 1 volume
- 205 Rapport dressé par le commissaire voyer de Florennes relatif à un projet de curage et de remise sous profil d'un tronçon du ruisseau "

Ry d'Oret ". 14 février 1958.

1 pièce

206 - 211 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES DE CITOYENS TENDANT À ÊTRE AUTORISÉS À ÉTABLIR DES ÉTANGS AVEC PRISE D'EAU ET DÉCHARGE AU RUISSEAU " RY D'ORET " OU DES PONCEAUX SUR LEDIT RUISSEAU. 1965-1970.

206 Aimé Soyeurt et Fernande Vandeveld, deux étangs au lieudit " Dessous la Forge ", cadastré section A, n° 254f, 254g, 254h et 254i. 1965-1966.

1 chemise

207 Marcel Devaux, un étang sur la parcelle cadastrée section A, n° 265c. 1967-1968.

1 chemise

208 Arille Cordier, un étang sur la parcelle cadastrée section A, n° 265d en bordure du ruisseau de l'Oret avec rectification de la rive gauche, sans modification sensible de l'axe du cours d'eau. 1967-1968.

1 chemise

209 Époux Verstraete, un ponceau dans la partie du ruisseau mitoyenne avec Biesme. 1968-1969.

1 chemise

210 Marcel Opdebeek, un étang et une passerelle aux lieudits " La Forge " et " Dessous La Forge " cadastrés section A, n° 252h, 254 et 255. 1969.

1 chemise

211 Yvon Melotte et Robert Pirmez, un étang au lieudit " Dessous la Forge ", cadastré section A, n° 148. 1970.

1 chemise

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

452 Dossier relatif aux travaux de modification du réseau. 1950-1971.

1 liasse

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

212 Facture de la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse pour la location de l'allumeur. 1919.

1 pièce

-
- 453 Autorisation de la Députation permanente relative aux travaux d'établissement d'une ligne aérienne à haute tension traversant la route de Fraire à Rouillon. 1958. 1 pièce
- 213 Dossier relatif à l'installation et la modernisation du réseau d'éclairage public par l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1961-1971. 1 liasse
3. TRANSPORTS EN COMMUN
- 214 Motion du Conseil communal et lettre de la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre-Sambre-et-Meuse relatives au maintien du trafic de voyageurs sur le tronçon Walcourt - Mariembourg de la ligne de chemin de fer Charleroi - Mariembourg. 1968. 2 pièces
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
1. PLANS DE SECTEUR
- 215 Dossier relatif au plan d'aménagement du secteur Philippeville - Couvin. 1968-1970. 1 chemise
2. PERMIS DE BÂTIR
- 454 Dossier relatif aux demandes de petites transformations, constructions et d'alignements de voiries. 1964-1969. 1 liasse

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

216 Lettre à la commune de Biesme réclamant les frais d'instruction primaire des enfants Cépin, de la section des Bruyères. 1884.
1 pièce

217 Circulaire de l'Imprimerie centrale des communes proposant un spécimen d'un diplôme pour élèves méritants. 1901.
1 pièce

218 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1951-1964.
1 chemise

219 Dossier relatif au médecin inspecteur scolaire Jean Pierard. 1951-1966.
1 chemise

B. ORGANISATION

455 Instruction relative à l'organisation scolaire. 1939.
1 pièce

C. ÉQUIPEMENT

456 Dossier relatif au mobilier. 1933-1938.
1 chemise

457 Dossier relatif aux fournitures classiques. 1937-1950.
1 chemise

220 Dossier relatif à l'achat de mobilier et de matériel scolaire. 1967-1975.
1 liasse

221 Dossier relatif à l'ameublement et à l'agencement des écoles. 1969-1975.
1 chemise

D. FINANCES

222 Dossier relatif aux subventions pour l'enseignement. 1955-1975.
1 liasse

223 Dossiers relatifs aux comptes des écoles. 1965-1973.
1 chemise

-
- 458** *E. OBLIGATION SCOLAIRE*
Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1946. 1 pièce
- 459** Liste des enfants qui ont terminé l'école à la fin de l'année scolaire
1962-1963. 1963. 1 pièce
- 224** *F. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES*
Dossier relatif aux voyages et excursions scolaires. 1967-1975.
1 chemise

XIII. CULTURE ET DIVERTISSEMENTS

225 Correspondance entre le bourgmestre et le curé relative à une demande de subside visant à moderniser la lecture proposée dans la bibliothèque paroissiale. 1960-1961.

1 chemise

226 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal et lettre relatifs à l'organisation d'une tombola dans les locaux scolaires par le Patro Saint-Étienne d'Oret. 1968.

2 pièces

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

- 460 Liste relative à la vérification des poids et des mesures. 1969.
1 pièce

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

1. GÉNÉRALITÉS

461 - 462 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS AGRICOLES.
1955-1969.

- 461 1955-1959.
1 chemise

- 462 1960-1969.
1 chemise

- 611 Dossier relatif aux déclarations de dégâts aux récoltes. 1957-1959.
1 chemise

- 463 Dossier relatif au recensement forestier de 1959. 1959.
1 chemise

2. INITIATIVES COMMUNALES

- 464 États des paiements des subventions accordées aux agriculteurs.
1959-1969.
1 chemise

3. COLLABORATION À DES INITIATIVES DE TIERS

- 227 Livret relatif aux prêts agricoles publié par la Caisse générale
d'épargne et de retraite (CGER). 1884.
1 cahier

C. ÉLEVAGE

- 228 Liste des taureaux admis à faire la monte publique en vertu du
règlement provincial pour l'amélioration de la race bovine et
indiquant également les taureaux primés. 1893-1914.
1 chemise

- 229 Listes des étalons admis à la monte publique pour la province de
Namur. 1897-1907.
1 chemise

-
- 465 Listes des taureaux admis, ajournés et refusés relatives aux expertises et concours. 1943-1960.
1 chemise
- 230 Carnet de récépissés de déclarations pour l'expertise des viandes. 1965-1976.
1 cahier
- D. COMMERCE*
- 231 Dossier relatif à l'attestation d'activité du menuisier Lucien Verbecke. 1947-1971.
1 chemise
- 466 Lettre de l'Inspection du commerce et des viandes relative à l'autorisation d'exercer le métier de boucher accordée à Joseph Desclef. 6 décembre 1958.
1 pièce
- 232 Déclarations relatives au jour de repos hebdomadaire autre que le dimanche. 1960-1962.
1 chemise
- 233 Registre de l'artisanat, attestations d'activité et correspondance. 1961-1965.
1 chemise
- 234 Dossier relatif à la délivrance des cartes de commerçants ambulants. 1966-1976.
1 chemise

-
- 235** XV. AFFAIRES SOCIALES
Rapports annuels de la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail. 1892-1897.
1 chemise
- 236** Dossier relatif à l'examen du droit à l'allocation d'handicapé en faveur de citoyens de la commune. 1952-1975.
1 chemise
- 468** Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1953-1962.
1 chemise
- 237** Registre des demandes de prestations relatives aux pensions sociales pour les travailleurs salariés, les travailleurs indépendants et le revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976.
1 volume

XVI. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. PERSONNEL

- 238 Dossier relatif à la composition de la Commission. 1953-1971.
1 chemise
- 239 Dossier relatif à la fixation du traitement du personnel. 1958-1976
1 chemise

B. FINANCES

- 469 - 493 BUDGETS ANNUELS. 1941-1977.
1941. 1 cahier
- 571 1942. 1 cahier
- 572 1943. 1 cahier
- 573 1944. 1 cahier
- 470 1945. 1 cahier
- 471 1946. 1 cahier
- 472 1947. 1 cahier
- 473 1948. 1 cahier
- 474 1949. 1 cahier
- 475 1950. 1 cahier
- 476 1951. 1 cahier
- 477 1952.

		1 cahier
478	1953.	1 cahier
479	1954.	1 cahier
480	1955.	1 cahier
481	1956.	1 cahier
482	1957.	1 cahier
483	1958.	1 cahier
484	1959.	1 cahier
485	1960.	1 cahier
486	1961.	1 cahier
487	1962.	1 cahier
488	1963.	1 cahier
489	1964.	1 cahier
490	1965.	1 cahier
491	1966.	1 cahier
492	1967.	1 cahier
493	1968.	1 cahier

240	1969.	1 cahier
241	1970.	1 cahier
242	1971.	1 cahier
243	1972.	1 cahier
244	1973.	1 cahier
245	1974.	1 cahier
246	1975.	1 cahier
247	1976.	1 cahier
248	1977.	1 cahier
494	494 - 519 COMPTES ANNUELS. 1941-1976. 1941.	1 cahier
495	1942.	1 cahier
496	1943.	1 cahier
497	1944.	1 cahier
498	1945.	1 cahier
499	1946.	1 cahier

500	1947.	1 cahier
501	1948.	1 cahier
502	1949.	1 cahier
503	1950.	1 cahier
504	1951.	1 cahier
505	1952.	1 cahier
506	1953.	1 cahier
507	1954.	1 cahier
508	1955.	1 cahier
509	1956.	1 cahier
510	1957.	1 cahier
511	1958.	1 cahier
512	1959.	1 cahier
513	1960.	1 cahier
514	1961.	1 cahier
515	1962.	1 cahier
516	1963.	

		1 cahier
517	1964.	1 cahier
518	1965.	1 cahier
519	1966.	1 cahier
249	1967.	1 cahier
250	1968.	1 cahier
251	1969.	1 cahier
252	1970.	1 cahier
253	1971.	1 cahier
254	1972.	1 cahier
255	1973.	1 cahier
256	1974.	1 cahier
257	1975.	1 cahier
258	1976.	1 cahier
574	520 - 536 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1942-1948, 1959-1974, 1976-1977. 1942.	1 chemise
575	1943.	

		1 chemise
576	1944.	1 chemise
577	1945.	1 chemise
578	1947.	1 chemise
520	1948.	1 chemise
521	1959.	1 chemise
522	1960.	1 chemise
523	1961.	1 chemise
524	1962.	1 chemise
525	1963.	1 chemise
526	1964.	1 chemise
527	1965.	1 chemise
528	1966.	1 chemise
529	1967.	1 chemise
530	1968.	1 chemise
531	1969.	1 chemise
532	1970.	1 chemise

533	1971.	1 chemise
534	1972.	1 chemise
535	1973.	1 chemise
536	1974.	1 chemise
612	1976.	1 chemise
613	1977.	1 chemise
614	Compte de fin de gestion rendu par Joseph Tordeur à Jules Poncelet. 31 mars 1977.	1 chemise
259	<i>C. EXÉCUTION DES TÂCHES</i> Dossiers sociaux. 1959-1977.	1 chemise

XVII.RELATIONS AVEC LA PAROISSE SAINTE-REMFROID

A. PERSONNEL

- 260 Dossiers relatifs à la nomination des membres du Conseil de fabrique. 1966-1969. 1 chemise
- 261 Dossier relatif à la rémunération du personnel. 1966-1969. 1 chemise
- 262 Démission de Céline Coucharière, nettoyeuse de l'église. 1966. 1 pièce
- 263 Nomination d'Albert Marchand comme membre du Bureau des marguilliers suite au décès de René Bodart. 1969. 1 pièce
- 264 Nomination de Fernande Barbier comme nettoyeuse de l'église. 1971. 1 pièce

B. PATRIMOINE

- 265 Dossier relatif à l'ameublement de l'église. 1867-1870. 1 chemise

C. FINANCES

- 266 266 - 296 BUDGETS ANNUELS. 1942-1975. 1942. 1 cahier
- 267 1944. 1 cahier
- 537 1945. 1 cahier
- 268 1946. 1 cahier
- 269 1947. 1 cahier
- 270 1948. 1 cahier

538	1949.	1 cahier
271	1950.	1 cahier
272	1951.	1 cahier
273	1952.	1 cahier
274	1953.	1 cahier
275	1954.	1 cahier
276	1955.	1 cahier
277	1956.	1 cahier
278	1957.	1 cahier
279	1958.	1 cahier
280	1959.	1 cahier
281	1960.	1 cahier
282	1961.	1 cahier
283	1962.	1 cahier
284	1963.	1 cahier
285	1964.	1 cahier

286	1965.	1 cahier
287	1966.	1 cahier
288	1967.	1 cahier
289	1968.	1 cahier
290	1969.	1 cahier
291	1970.	1 cahier
292	1971.	1 cahier
293	1972.	1 cahier
294	1973.	1 cahier
295	1974.	1 cahier
296	1975.	1 cahier
297	297 - 327 COMPTES ANNUELS. 1940-1974. 1940.	1 cahier
298	1941.	1 cahier
299	1942.	1 cahier
300	1944.	1 cahier
301	1945.	

		1 cahier
579	1946.	1 cahier
302	1947.	1 cahier
580	1948.	1 cahier
303	1949.	1 cahier
304	1950.	1 cahier
305	1951.	1 cahier
306	1952.	1 cahier
307	1953.	1 cahier
308	1954.	1 cahier
309	1955.	1 cahier
310	1956.	1 cahier
311	1957.	1 cahier
312	1958.	1 cahier
313	1959.	1 cahier
581	1960.	1 cahier
314	1961.	1 cahier

315	1962.	1 cahier
316	1963.	1 cahier
317	1964.	1 cahier
318	1965.	1 cahier
319	1966.	1 cahier
320	1967.	1 cahier
321	1968.	1 cahier
322	1969.	1 cahier
323	1970.	1 cahier
324	1971.	1 cahier
325	1972.	1 cahier
326	1973.	1 cahier
327	1974.	1 cahier